

**RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE ASSEMBLEE  
NATIONALE-SENAT SUR LES AMANDEMENTS AU PROJET DE LOI  
PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°1/15 DU 29 AVRIL 2006  
PORTANT STATUT DES OFFICIERS DE LA FORCE DE DEFENSE  
NATIONALE DU BURUNDI.**

**I. INTRODUCTION**

En date du 03 mai 2010, les membres de la commission mixte paritaire Assemblée Nationale-Sénat se sont réunis pour examiner les amendements sur lesquels les deux chambres du Parlement ne s'étaient pas entendus lors de l'analyse du projet de loi portant modification de la loi n°1/15 du 29 avril 2006 portant Statut des Officiers de la Force de Défense Nationale du Burundi.

**II. LES MEMBRES DE LA COMMISSION**

1. NDUWIMANA Jean Claude, Député
2. MANWANGARI Jean-Baptiste, Député
3. MBUNDAGU Vestine, Député
4. NICIMBESHE Laurent, Sénateur
5. NIYUNGEKO Patricie, Sénateur
6. HARUSHINGINGO Barbatus, Sénateur

The image shows six handwritten signatures in black ink, arranged horizontally. From left to right, they appear to be: a stylized 'J' followed by a cross-like mark; a signature that looks like 'MB'; a signature that looks like 'NL'; a signature that looks like 'JL'; a signature that looks like 'PT'; and a signature that looks like 'HB'.

### III. AMENDEMENTS

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS PROPOSES	MOTIVATION DU SENAT	Avis de l'Assemblée Nationale	Motivation de l'Assemblée	Décision de la Commission mixte paritaire
1	Article 4	Supprimer l'article indéfini « de » situé entre Force et Défense	Correction de forme	Rejeté	Il n'y avait pas d'erreur	Garder la formulation de l'Assemblée Nationale
2	Article 11, alinéa 2	Libeller l'alinéa comme suit: « Il a droit à l'alimentation chaque fois qu'il est soumis à des prestations qui le contraignent à rester à tout moment au service <b>notamment en cas de consigne ou d'exercice sur terrain avec ses troupes</b> ».	Pour éviter des spéculations	Rejeté	Le mot notamment conduit plutôt à des spéculations éventuelles	Reformuler l'article 11, alinéa 2 comme suit : « Il a droit à l'alimentation <b>à la cuisine collective</b> chaque fois qu'il est soumis à des prestations qui le contraignent à rester à tout moment au service ».

B p u J ~~HB~~

4	Article 14, 2 <sup>ème</sup> alinéa	Supprimer le bout de la phrase « <b>pendant une période de sept ans</b> » et le remplacer par « <b>jusqu'à l'âge présumé de retraite selon la catégorie de l'officier défunt</b> »	1. C'est un acquis  2. Encouragement du combattant à s'engager jusqu'au sacrifice suprême parce qu'il est garanti que ces besoins vitaux seront pris en charge par l'Etat.	Rejeté	-Motivation non pertinente  -Eviter un impact budgétaire exorbitant pour l'Etat	Garder la formulation de l'Assemblée Nationale
5	Article 17, alinéa 1 <sup>er</sup>	Ajouter au bout de l'alinéa le groupe de mots suivant : « <b>ainsi que les frais funéraires</b> » et l'alinéa se lit « En cas de décès d'un officier en activité, ses ayants droit perçoivent, en plus du salaire du mois	1. C'est un acquis  2. Motivation psychologique	Rejeté	On ne perçoit pas les frais funéraires.  L'employeur en assure la prise en charge.	Garder la formulation de l'Assemblée Nationale

1 B 4 n

*[Signature]*

*[Signature]*

6	Article 17, alinéa 2	en cours, une allocation de décès équivalant à quatre mois de salaire brut <b>ainsi que les frais funéraires</b> »	Libeller le deuxième alinéa comme suit : « L'employeur prend en charge également les frais funéraires <b>du conjoint, de l'enfant mineur ou assimilé de l'officier en activité</b> »	1. C'est un acquis 2. Motivation psychologique	Rejeté	Cf. Statut Général des Fonctionnaires.	Garder la formulation de l'Assemblée Nationale
7	Article 22, alinéa 1	Supprimer le bout de la phrase « <b>pendant une période de sept ans</b> » et le remplacer par « <b>jusqu'à l'âge présumé de retraite selon la catégorie de l'officier défunt</b> »	1. C'est un acquis 2. Encouragement de l'officier à s'engager jusqu'au sacrifice suprême parce qu'il est garanti que ses besoins vitaux seront pris en charge par l'Etat.	Rejeté	Eviter un impact budgétaire exorbitant.		Garder la formulation de l'Assemblée Nationale

B  
P  
N  
J  
E  
S

#### IV. CONCLUSION

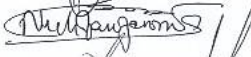
Les membres de la commission mixte paritaire Assemblée Nationale-Sénat demandent à l'auguste assemblée de s'approprier de ce rapport et d'approuver à l'unanimité les amendements proposés sur le projet de loi portant modification de la loi n°1/15 du 29 avril 2006 portant Statut des Officiers de la Force de Défense Nationale du Burundi.

Les membres de la Commission :

NDUWIMANA Jean Claude, Député



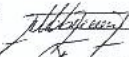
NICIMBESHE Laurent, Sénateur



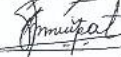
MANWANGARI Jean-Baptiste, Député



MBUNDAGU Vestine, Député



NIYUNGEKO Patricie, Sénateur



HARUSHINGINGO Barbatus, Sénateur

